

Au terme du XIII^e siècle, les nouveaux ordres mendiants – et en l'espèce les Mineurs et les Prêcheurs – jouissaient d'une popularité bien enracinée, sans être pour autant inconditionnelle, auprès des milieux urbains dans lesquels ils étaient venus d'insérer dans les premières décennies de leur existence. Le style de vie qu'ils affirmaient pratiquer se révélait particulièrement attirant parce qu'il combinait l'héritage de la grande tradition monastique avec un retour radical à l'idéal de pauvreté, avec la promotion de formes de culte et de figures hagiographiques plus proches de la réalité contemporaine, et, ce n'est pas le moindre, avec une installation dans les alentours immédiats de la ville qui leur permettait à l'évidence une plus forte intégration dans la population. Du côté des laïcs, leur faveur à l'adresse des frères s'exprimait non seulement par la haute considération dans laquelle ils les tenaient, mais aussi par la préférence qu'ils leur accordaient, au regard d'autres institutions ecclésiastiques plus traditionnelles, en particulier des paroisses. Elle s'exprimait dans des circonstances particulières, dans les moments critiques de l'existence, ainsi lorsque face à l'angoisse d'un danger, les uns formulaient un vœu pour invoquer la divine miséricorde, en passant par l'intercession d'un saint, ou qu'au suprême moment, « malades dans leur corps, mais sains d'esprit », les autres se disposaient à dicter leurs dernières volontés dans l'espoir de pouvoir porter remède *in extremis* aux péchés commis durant leur vie¹.

1. La bibliographie sur les testaments est ample et il ne saurait être question ici de la présenter dans son ensemble ; limitons-nous uniquement à rappeler quelques travaux de référence indispensables, dont J. CHIFFOLEAU, *La comptabilité de l'au-delà. Les hommes, la mort, et la religion dans la région d'Avignon à la fin du Moyen Âge (vers 1320-vers 1480)*, Rome, École française de Rome, 1980 ; A. PARAVICINI BAGLIANI, *I testamenti dei cardinali del Duecento*, Rome, Società romana di storia patria, 1980 ; *Nolens intestatus decedere. Il testamento come fonte della storia religiosa e sociale*, Atti dell'incontro di studio (Pérouse, 3 mai 1983), Pérouse, 1985. Pour des références à la commande *pro anima* d'œuvres d'art et la bibliographie afférente, je me permets de renvoyer à deux ouvrages antérieurs : M. Bacci, « *Pro remedio animae* ». *Immagini sacre e pratiche devozionali in Italia centrale (secoli XIII-XIV)*, Pise, GISEM-ETS, 1998 ; id., *Investimenti per l'aldilà. Arte e raccomandazione dell'anima nel Medioevo*, Rome-Bari, Laterza, 2003. A ces tra-

A la différence des moines qui cultivaient depuis longtemps le détachement de ce monde, pour les frères, le rapport avec la vie imparfaite des laïcs correspondait à un moment fondamental de leur mission et de leur motivation pastorale, et c'était à leurs yeux un acte assurément méritoire et riche d'avantages spirituels de les conseiller sur les moyens les plus efficaces de « racheter leur âme » en portant remède aux fautes dont ils s'étaient souillés pour avoir cédé aux diverses tentations de la chair et de l'esprit et, surtout, pour s'être impliqués dans cette forme d'altération de l'ordre social établi par Dieu qui était représentée par le commerce de l'argent. Les mécanismes essentiels de l'économie marchande, en grande partie fondés sur les activités jugées peccamineuses comme l'usure (qui dans la pensée chrétienne médiévale valait pour toute forme de prêt à intérêt), comportaient automatiquement pour les protagonistes un préjudice grave pour l'âme. Les frères étaient donc moralement tenus envers les marchands, à peine repentis de leurs actions sur leur lit de mourant, de chercher à leur suggérer des formes de bienfaisance sous lesquelles ils pourraient investir la portion de leur patrimoine que l'on estimait fondamental d'utiliser pour son propre salut spirituel².

L'influence spirituelle des frères a de la sorte encouragé la tendance, visible surtout dans les testaments de la période de la fin du XIII^e et de la première moitié du XIV^e siècle, à la distribution fragmentée des legs en faveur d'un grand nombre de pauvres, pieuses personnes, prisonniers, autres défunts, lieux sacrés, établissements d'assistance et institutions ecclésiastiques, avec l'objectif de mettre en pratique les sept œuvres de miséricorde au complet³. Même s'il en résultait le soupçon bien partagé que de telles pratiques dégénéreraient facilement en abus, leur but déclaré était d'aider les personnes qui, pour la plupart, risquaient la damnation à cause de leurs

vaux l'on ajoutera l'importante étude de R. Marks, *Image and Devotion in Late Medieval England*, Stroud, Sutton, 2004, concernant la production artistique de l'Angleterre depuis le XIV^e au XVI^e siècles, avec plusieurs références aux testaments.

2. Sur la question de l'usure et de la restitution à travers les pratiques testamentaires, mentionnons l'article toujours indispensable de B. N. NELSON, « The Usurer and the Merchant Prince : Italian Businessmen and the Ecclesiastic Law of Restitution, 1100-1500 », *Journal of Economic History* 7, 1947, Supplément, p. 104-122.

3. C'est là la thèse majeure de S.K. COHN, *The Cult of Remembrance and the Black Death. Six Renaissance Cities in Central Italy*, Baltimore-Londres, John Hopkins University Press, 1992. Sur l'influence des Franciscains dans la formulation des legs, cf. surtout A. RIGON, « Influssi francescani nei testamenti padovani del Due e Trecento », *Le Venezie francescane*, n.s., 1-2, 1985, p. 121-141 ; id., « I testamenti come atti di religiosità pauperistica », dans *La conversione alla povertà nell'Italia dei secoli XII-XIV*, Atti del XXVII convegno storico internazionale, Spolète, Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 1991, p. 391-313.

activités sur cette terre, afin qu'elles y portent remède *in extremis* par le biais d'un usage vigilant de leurs legs. En ce sens on a pu parler d'une véritable « stratégie de l'au-delà », c'est-à-dire de la planification, à l'article de la mort, d'une série d'investissements en faveur de l'âme. Les frères, ces hommes à la vie sainte, au lieu de se consacrer seulement à leur propre salut, se mettaient au service des laïcs, vivant au milieu d'eux dans l'état extrême et sacré de « pauvres du Christ ». Ils jouaient alors un rôle crucial, tant comme « conseillers » que – au moins jusqu'au moment où cela ne leur fut pas totalement interdit – comme fidéicommissaires. Leur présence au chevet du mourant qui, pour certains, représentait une véritable intrusion, était si fréquente que, sur les miniatures servant à illustrer les rubriques relatives à la pratique testamentaire dans les livres juridiques, on se mit à insérer la scène du moribond, confiné au lit et flanqué de ses proches, du médecin et d'un pieux franciscain représenté en train de lui suggérer les legs garantissant le plus possible d'avantages spirituels⁴.

Grâce à leurs conseils, le mourant expirait confiant dans l'espoir d'un sort heureux dans le monde à venir, ou du moins d'une importante remise de la peine qu'il devrait subir dans les corniches du Purgatoire. Les membres de la famille devaient être beaucoup moins enthousiastes, face à l'éventualité de voir partir en fumée une partie importante de ce patrimoine qui, selon le principe de la succession héréditaire, aurait dû leur être automatiquement transmis ; pour cela, le *de cuius* devait chercher par tout moyen à se protéger de l'avidité de ses héritiers et éviter de leur confier l'exécution du testament, une fonction pour laquelle il était bon de charger une personne de confiance extérieure au clan : on pouvait désigner, par exemple, des laïcs, des associés en affaire et des collègues, ou bien les frères eux-mêmes ou des affidés comme les tertiaires, les convers ou des membres de confréries liées aux couvents, auxquels on attribuait une conduite morale totalement honnête qui aurait constitué la meilleure garantie contre les fraudes et les infidélités dans l'exécution.

L'enthousiasme largement partagé à l'égard de la sainteté des Mendiants, qui peut être constaté dans les premières décennies de leur expansion, perdit toutefois en intensité dans le courant du XIII^e siècle. Même si aujourd'hui on peine à saisir parmi les laïcs l'écho de voix divergentes à l'encontre du comportement des frères, il n'en est pas moins possible de s'en faire une idée à l'aide des propos dévalorisants qui furent rassemblés, par exemple, durant les procès orchestrés, au terme du *Duecento*, par l'inquisition domi-

4. Cf. R. RUSCONI, *L'ordine dei peccati. La confessione tra Medioevo ed età moderna*, Bologne, Il mulino, 2002, en particulier p. 166-167.

nicaine dans la ville de Bologne⁵. Les bûchers apprêtés par les Prêcheurs pour la condamnation des citadins accusés d'adhésion à l'hérésie cathare provoquèrent parmi la population un sentiment de malaise et d'horreur, et bien des personnes se mirent à insulter publiquement les frères en des termes peu amènes du genre « Attrapez tous donc le ver solitaire », et d'autres du même acabit⁶. Une marchande se montrait encore plus implacable, une dénommée Saviabona, qui tenait son étal sous le portique du palais communal et ne cessait de hurler que « ce sont les frères qu'il vaudrait mieux brûler et même saint Dominique, si ce n'était qu'il y a les peintures dans les églises », ce qui était une manière comme une autre de dire que le pire contraste avec la réputation de sainteté, conférée à l'envi à l'ordre à travers la diffusion des images de son fondateur, provenait surtout du comportement des frères, qui se faisaient les promoteurs d'initiatives odieuses comme la persécution des hérétiques, d'actes horribles comme l'exhumation et le brûlement de cadavres de personnes condamnées après leur mort sur une suspicion d'hétérodoxie ou, peut-être plus encore, comme la mise en œuvre de fraudes au détriment de leurs amis dévots.

En effet, lorsqu'on lui demanda les raisons de son animosité à l'encontre des Prêcheurs, la marchande, toute à sa rancœur, ne tarda pas à expliquer qu'ils avaient détruit sa vie « à cause d'un méchant testament qu'ils avaient fait faire » (*propter malum testamentum quod fecerunt fieri*) et qui l'avait de fait réduite à l'état d'indigence. Si l'on s'en tient à ce que rapportent les actes, pourtant scrupuleux, du procès contre cette dame, il ne semble pas qu'un seul des inquisiteurs ait voulu recueillir des informations plus détaillées sur les mésaventures de l'accusée, et le tribunal s'est contenté de la condamner pour ses propos injurieux⁷; il revient donc à l'historien de formuler des conjectures sur le déroulement probable des faits qui, à considérer les maigres indices en notre possession, peut être en substance restitué sous la forme de deux scénarios possibles.

Le premier nous amène à la situation suivante. La dame est l'épouse ou l'héritière d'un riche marchand qui, après des années d'activité et de profits, commence à craindre fortement pour son sort dans le monde à venir. Il a dû, un jour ou l'autre, prêter l'oreille aux Prêcheurs qui parlent des risques qu'encourt l'âme à faire un usage quotidien de l'argent et du préjudice qu'il

5. Les textes sont rassemblés dans le volume *Acta S. Officii Bononie ab anno 1291 usque ad annum 1310*, L. Paolini et R. Orioli dirs., Istituto storico italiano per il Medio Evo, Rome 1982 ; pour un commentaire, cf. L. PAOLINI, *L'eresia a Bologna fra XIII e XIV secolo*, Rome, Istituto storico italiano per il Medioevo, 1975, et A. THOMPSON, *Cities of God : The Religion of the Italian Communes 1125-1325*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 2005, p. 433-456.

6. *Acta S. Officii Bononie*, p. 169.

7. *Acta S. Officii Bononie*, p. 54 et 66.

y a pour l'âme à mourir sans avoir rédigé un testament en vue de réparer ses fautes, et qui discourent sur le rôle fondamental de la bienfaisance comme instrument de rééquilibrage de la balance des péchés. Et dans le cas qui nous occupe, on peut imaginer que le marchand y aura consenti sur le conseil de frères empressés à lui faire prendre des dispositions qui, si elles peuvent lui apparaître comme riches d'avantages spirituels, sont plutôt perçues comme des legs importuns et préjudiciables par les héritiers qui se voient lésés par la perte d'un pourcentage consistant du patrimoine.

Une autre hypothèse, cependant, encore plus vraisemblable, correspond au jugement d'un autre des accusés de Bologne, cette fois forgeron de profession et du nom d'Oddone. Un certain nombre de délateurs jurent l'avoir entendu dire, à propos des Prêcheurs, « qu'ils sont de mauvais hommes et que ces frères trompent leur monde et se rendent auprès des usuriers qui tombent malades et les flattent à leur profit ; pour finir, ils les enterrent à San Domenico et se gardent les usures, ne les font pas restituer à ceux qui devraient être remboursés ; et donc le feu, ça devrait être pour eux ». Cet Oddone, qui n'a pas la langue dans sa poche, a été entendu en train de crier contre ces mêmes frères, au milieu de la rue : « Ah ceux-là, voleurs par nature, avec concubines et amants, et y en a pas beaucoup sans ; ils se promènent à travers ville, auprès des femmes, pour les tromper en disant : "Vous avez des sous, pour votre salut, donnez-les nous", et les femmes, ces idiotes, elles leur donnent ». A ces propos fort peu flatteurs à l'égard de l'ordre mendiant s'ajoutait un vœu : « Pourvu que vienne le moment où ces frères seront tués par le peuple en furie – et je donnerai volontiers un coup de main – et pour sûr, ça vaudrait mieux d'avoir des bêtes au lieu des frères, vu la manière dont ils se tiennent⁸ ».

Ces mots rugueux étaient sans doute dictés et peut-être exacerbés par le ressentiment personnel et collectif causé par le climat de terreur dû en ville à la persécution des hérétiques, et ils pouvaient aussi être altérés et exagérés par les délateurs, mais en tout cas ils nous permettent de comprendre comment l'action des frères et les modalités du soutien qu'ils apportaient à leurs couvents pouvaient exciter des jugements à tous égards défavorables.

Si nous nous fions aux propos d'Oddone, il nous est possible d'imaginer d'une tout autre manière l'histoire de la marchande et les raisons de son amertume : elle a été contrainte de prendre un prêt considérable auprès d'un usurier, mais les affaires ont mal tourné et elle s'est ruinée en essayant de lui rembourser l'argent. A juste titre, grâce à la maladie de son persécuteur, elle pouvait espérer récupérer l'argent, ou du moins une partie, sous la forme d'une restitution nominale, comme prévu par l'usage ; sauf que, au

8. *Acta S. Officii Bononie*, p. 231, 232, 234.

moment où le mourant dicte ses dernières volontés, surviennent les frères lui proposant de l'aider efficacement à porter remède à ses péchés grâce au soutien de leur communauté de prière : ils s'engagent en effet à réciter un nombre important de messes de suffrages pour son âme, à distribuer des pitances et accomplir des actes de miséricorde en sa mémoire, à le rappeler dans leurs prières, et ils vont peut-être jusqu'à accueillir sa dépouille dans leur église, revêtue, s'il le désire, de l'habit de l'ordre, afin de rendre ainsi plus efficace cette adhésion *in extremis* à leur forme de vie. Quant à la restitution des gains illicites, ils l'incitent à privilégier les dispositions non déterminées plutôt que les nominales, et au lieu de parler explicitement de biens mal acquis, à faire état de sommes « incertaines » ou « indistinctes », d'argent dont on a oublié la provenance et dont on ne peut plus garantir avec assurance la possession légitime, et qui pourra être encaissé par le couvent en échange d'œuvres de piété qui apporteront au bienfaiteur un soulagement spirituel dans l'au-delà.

Si la dame Saviabona est bien l'une des victimes de l'usurier qui ont vu partir en fumée la perspective de récupérer leur argent, on comprend mieux la haine qu'elle nourrit à l'encontre des frères, non seulement parce qu'ils se sont enrichis sur son dos, mais aussi parce qu'ils se rendent odieux par une série d'actes impopulaires dans la ville de Bologne. Du reste, elle n'est pas la seule à nourrir un semblable ressentiment ; le clergé séculier en général, et les curés de paroisse en particulier, sont loin d'être en bons termes avec les membres des ordres mendiants et ils n'ont pas encore pris l'habitude de vivre pacifiquement aux côtés de ces intrus qui, avec leur installation à proximité des murs de la cité, ont fini par ébranler les équilibres qui avaient réglé la vie en ville depuis fort longtemps⁹. De l'attirance que les laïcs ont commencé à éprouver à l'égard des couvents et de ces hommes à la vie sainte, il est résulté une fréquentation moindre des églises paroissiales et surtout une tendance accentuée à les désertir au moment de l'élection de sépulture, avec toutes les conséquences que cela implique sur le plan financier, dans la mesure où une partie importante des ressources des desservants d'église avec charge d'âmes provient justement des dépenses occasionnées par les funérailles et par la sépulture. Inévitablement, cette « concurrence déloyale » devait faire naître, comme cela a souvent été mis en évidence, des conflits et des litiges également très vifs¹⁰.

9. Sur ce point voir la synthèse de L. PELLEGRINI, *Mendicanti e parroci : coesistenza e conflitti di due strutture organizzative della « cura animarum »*, dans *Francescanesimo e vita religiosa dei laici nel '200*, Atti del convegno internazionale (Assise, 16-18 octobre 1980), Assise, Università degli studi di Perugia, 1981, p. 129-167.

10. Sur ce sujet en général, cf. C.H. LAWRENCE, *The Preaching of the Friars. The Impact of the Early Mendicant Movement on Western Society*, Londres, 1994, p. 152-165.

La gravité de la situation se trouvait très clairement mise en valeur dans une lettre, datée du 10 mai 1254, dans laquelle le pape Innocent IV faisait connaître au patriarche latin de Jérusalem les récriminations exprimées à ce propos par l'archevêque de Nicosie Hugues de Fagiano. Ce dernier dénonçait le fait que, dans son diocèse, les paroissiens s'étaient laissé manœuvrer au point de recourir pour la confession *in articulo mortis*, non aux prêtres nommés à cet effet par l'autorité épiscopale, mais aux frères qui, sans avoir été investis de l'autorité de lier et délier, leur accordaient frauduleusement l'absolution, qui s'avérait une mystification les menant immanquablement à la perdition ; parmi leurs autres méfaits, ajoutait-il, à peine quelqu'un se retrouvait-il malade et alité que surgissaient immédiatement les frères, sans avoir été appelés, mais sous le prétexte d'une visite charitable, et ils en profitaient sans détour pour composer et régler son testament, cherchant en outre à se faire désigner comme fidéicommissaires pour mieux assurer leur emprise sur les legs.

« Et plus encore – continuait Hugues – le malade, abusé par l'habileté de ces discours, néglige les sépultures de ses ancêtres et de ses parents et élit sépulture chez eux. Et au lieu des beaux legs testamentaires aux susdites églises, il ne laisse rien, pas même de modestes dons, et sur les legs de ce genre, il résulte que ni ledit archevêque ni les susdits curés ne peuvent plus obtenir d'eux la portion canonique. Parfois, à ce qu'il semble, [les frères] s'arrangent, non sans ruse ni manœuvre, pour que ces mêmes legs soient laissés pour la fabrique de leurs églises et la perpétuation du culte qu'ils y rendent à Dieu¹¹ ».

11. *Ceterum adiecit idem archiepiscopus quod, si parrochianorum ecclesiarum earundem contingat in egritudinis lectum quemquam decidere, statim confluent religiosi predicti, et plerumque infirmum, invitatione preventa sub pietatis specie visitantes, ipsius testamentum componunt et ordinant, magno tandem ascribentes innueri, si executores mereantur ipsius fieri testamenti. Quid plura blandis ipsorum infirmus illectus sermonibus, omissis avitis et paternis sepulchris apud eos eligens sepeliri, ampla ipsis predictis vero ecclesiis nulla vel modica legata largitur, et ut ex huiusmodi legatis prefatus archiepiscopus ac rectores predicti non possint ab eis canonicam exigere portionem. Interdum ipsa, ut creditur, non sine fraudis comento ad fabricam et perpetuum divinum cultum ecclesiarum suarum relinqui procurant.* Innocent IV, *Lettre au Patriarche de Jérusalem*, 10 mai 1254, éditée dans *The Cartulary of the Cathedral of Holy Wisdom of Nicosia*, N. Coureas et Ch. Schabel éds., Nicosie, Cyprus Research Centre, 1997, doc. n° 38, p. 128-130 ; cf. à ce propos l'introduction, p. 26-27.

Le comportement des frères, ou leurs efforts de persuasion face aux riches marchands préoccupés de leur sort dans l'au-delà, causèrent un grave tort au clerc séculier, puisqu'ils leur ôtaient une source vitale de subsides ; le préjudice résultant du choix de l'inhumation dans un édifice indépendant de l'institution paroissiale devait être compensé, auprès des desservants des églises lésées et de l'évêque, ordinaire du lieu, par le versement d'un pourcentage sur les legs *pro anima*, connu dans la terminologie juridique sous l'appellation de portion canonique (*canonica portio*). L'aversion commune à l'encontre d'une telle taxation était toutefois très forte, tant chez les exécuteurs testamentaires que chez les bénéficiaires des legs, que l'on soupçonnait souvent de gonfler certaines sommes ou de privilégier des types de legs qui seraient exemptés de taxe. Telles étaient par exemple, selon toute vraisemblance, les offrandes relatives au culte divin, et parmi elles, les différentes formes de commande artistique, comme le financement des travaux de construction, la contribution à la décoration de l'espace sacré ou à sa dotation en ornements et objets liturgiques, voire l'institution dans ce cadre de chapellenies ou d'anniversaires perpétuels. Le doute soulevé par l'archevêque Hugues allait exactement dans ce sens : ne pouvait-on penser que les frères engageaient consciemment les testateurs à placer leur argent dans les œuvres de construction et d'embellissement des églises conventuelles, de façon à tirer parti de la possibilité, légalement reconnue, de transmettre leurs richesses tout en réduisant le montant total des legs pieux sur lequel le clergé séculier devait calculer la portion canonique ?

Il est certain que, sous la pression d'abord d'Innocent IV puis ensuite d'Alexandre IV, les chapitres généraux des ordres ont recommandé aux frères une plus grande discrétion et, corrélativement, pourvu au remboursement du clergé séculier ; dans sa lettre encyclique de 1255, le maître général des Prêcheurs, Humbert de Romans, donna l'ordre à ses propres frères de ne pas engager les laïcs à s'éloigner des paroisses et surtout de ne pas les inciter à élire sépulture dans leurs couvents. C'est seulement au cas où les mourants auraient insisté qu'il aurait fallu leur concéder ce privilège, tout en prenant soin cependant de régler scrupuleusement la portion canonique ; quant aux dispositions *pro anima*, ils ne devaient exercer à ce sujet aucune pression psychologique sur les testateurs, mais faire en sorte « de les inciter à faire du bien à leurs propres églises et au clergé desservant¹² ». Dans les faits, toutefois, l'ordre obtint l'exemption de paiement de tout droit, quel qu'il soit, sur les legs testamentaires, jusqu'à la réglementation imposée par

12. Texte édité dans *Litterae encyclicae magistrorum generalium ordinis Praedicatorum ab anno 1233 ad annum 1376*, B. M. Reichert éd., Rome, 1900, p. 21-24, n° VII.

Boniface avec la bulle *Super cathedram*¹³ ; les frères, malgré les interdictions et les avertissements, furent largement actifs tant comme bénéficiaires des legs que comme exécuteurs testamentaires, provoquant de nombreuses frictions avec les paroisses. Si pour finir les dispositions prises sur la matière par les chapitres généraux restèrent sans écho, la raison fondamentale tenait au fait, comme l'a récemment souligné Jacques Chiffolleau, que pour les ordres mendiants, les testaments « jouent un rôle central dans leur économie comme dans leur pastorale » : si, d'une part, ils constituaient la plus importante source de subsides en l'absence de revenus et d'autres entrées régulières, de l'autre, ils étaient utilisés comme instruments pour éduquer les laïcs à affronter, par un moyen spirituellement correct, la mort et le passage vers l'au-delà¹⁴. Il est certain que, à plus d'un titre, cette tendance à investir la chambre des mourants laissait libre cours aux doutes et soupçons, souvent exprimés, non seulement par le clergé séculier, mais dans certains milieux issus des ordres eux-mêmes (comme les Spirituels d'Ubertino da Casale) et dans la littérature satirique de toute l'Europe¹⁵.

Aux doutes portant sur une telle attitude devaient s'en ajouter d'autres, peut-être encore plus embarrassants du point de vue des testateurs : par exemple, on pouvait s'interroger sur l'intérêt d'un legs *pro fabrica* ou *pro imaginibus* ou *pro decore ecclesie*, se demander s'il en résultait plus d'avantages pour l'âme qu'une forme de bienfaisance plus traditionnelle, étant donné que de telles actions n'étaient pas rangées, du moins pas en termes explicites, au nombre des œuvres de miséricorde ; si donc les frères avaient véritablement intérêt à diriger une part importante du patrimoine du testateur vers un investissement de ce genre, ils devaient lui présenter

13. F. CYGLER, « L'économie des frères prêcheurs dans la législation de l'ordre (XIII^e-début XV^e siècle) », *Leconomia dei conventi dei frati Minori e Predicatori fino alla metà del Trecento*, Atti de XXXI Convegno internazionale della Società internazionale di studi francescani (Assise, 9-11 octobre 2003), Spolète, Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 2004, p. 77-117, en part. 113 et note 122.

14. J. CHIFFOLEAU, « Conclusions », dans *Leconomia dei conventi*, p. 403-448, en part. 433-439.

15. L'avidité des frères pour les testaments devint un véritable *topos*. Limitons-nous à rappeler, pour le XIII^e siècle, les vers de Rutebeuf et de Peire Cardinal cités par F. CYGLER, « L'économie... », p. 114-115, et pour le *Trecento*, les propos négatifs de Boccace (*Decameron*, journée III, nouvelle 7, 36-37 et journée IV, nouvelle 2, 11, V. Branca éd., Turin 1992³, p. 399-400 et 491-492) et la cruelle invective d'Ubertino da Casale : voir *Responsio sanctissimo patri domino nostro Clementi divina providentia pape quinto tradenda*, F. Ehrle éd., « Zur Vorgeschichte des Concils von Vienne », *Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte des Mittelalters*, 3, 1887, p. 1-195, en part. 69. Sur les frères comme exécuteurs testamentaires, voir en dernier lieu C. CENCI, « Le Costituzioni come fonti per studiare l'evoluzione della storia dei frati Minori. I Francescani esecutori di testamenti nei secoli XIII-XIV », *Antonianum*, 75, 2000, p. 365-372.

des arguments solides pour le convaincre de leur efficacité et de leur coopération dans l'obtention de la rémission de ses péchés et de son salut spirituel. Nous pouvons sans doute dire que ce principe fut rapidement accepté et même qu'il reçut un large accueil auprès des laïcs, si l'on considère que quelques décennies, à partir du milieu du XIII^e siècle, ont suffi pour que les établissements des ordres connaissent une transformation inéluctable, passant de l'état de misérables baraques à celui de vastes et grandioses complexes ecclésiastiques ; ce processus fut aussi le résultat d'une œuvre de persuasion qui réussit à vaincre suspicions et résistances d'une partie de la population.

Un tel processus nous semble perceptible dans un sermon prononcé par l'archevêque de Pise, Federico Visconti (1253-1277), dans l'intention expresse d'inciter ses ouailles à contribuer aux dépenses d'agrandissement de l'église dominicaine de Santa Caterina et, surtout, de dissiper les doutes de ceux qui, selon sa formule, répugnaient à l'idée de commuer leur aumône « en tuiles et mortier ». Le prélat avait déjà eu d'autres occasions de promouvoir la dévotion à l'égard des Mendiants en mettant en lumière l'avantage spirituel qu'il en aurait résulté pour l'âme ; comme ils étaient justes et vivaient saintement, il convenait que tous entretinssent de l'amitié à leur égard, puisque leurs prières montaient agréablement vers Dieu et avaient les meilleures chances d'être exaucées :

« Sous deux formes se manifeste l'utilité des frères : par la prière et par la prédication ou l'enseignement. A leur prière nous ne pouvons avoir part, à moins de leur bon vouloir, et en raison de cela nous pourvoyons à leur nécessaire, pour susciter leur bon vouloir [...] Quant à leur prédication ou leur enseignement, si nous devenons leurs bienfaiteurs, nous y aurons part, avec ou sans leur bon vouloir¹⁶ [...]. »

Ainsi posé le principe selon lequel il y a avantage à entretenir des liens d'amitié avec les frères, examinons les moyens mis en œuvre pour obtenir leurs faveurs, afin d'être intégré dans leur communion de prière. D'abord, il était juste de se préoccuper du soutien financier de leur existence : voilà en soi un acte méritoire, classable de plein droit parmi les œuvres de misé-

16. Federico Visconti, *Sermo LVIII*, 11-13, dans *Les sermons et la visite pastorale de Federico Visconti archevêque de Pise (1253-1277)*, N. Bériou éd., Rome, École française de Rome, 2001, p. 789-790.

ricorde, puisqu'il s'agissait de personnes sans ressources, appartenant au moins théoriquement à la catégorie des pauvres du Christ. Si donner une aumône pour permettre l'achat d'un vêtement ou d'un aliment s'avérait une contribution valable, il n'était guère moins méritoire de participer aux dépenses destinées à leur offrir un toit et un cadre de vie plus vaste et confortable, mieux encore, de les mettre en situation de réciter leurs prières dans des espaces sacrés plus riches et grandioses susceptibles de contribuer à leur efficacité. Pour mettre ce dernier point en valeur – l'opportunité d'une action bienfaisante pour construire une église –, Federico Visconti s'appuyait sur le témoignage du passage des évangiles consacré au centurion de Capharnaüm (Lc, 7, 1-10), à qui revenait le mérite d'avoir construit à ses frais la synagogue locale ; sa foi était apparue d'une grande solidité aux yeux de Jésus, qui l'avait récompensé en guérissant son serviteur malade. Telle en était la conséquence logique : « l'aumône donnée pour la fabrique d'une église libère de la mort, même dans ce monde, et donne la vie », voilà qui revenait à dire qu'elle assurait même mieux le salut de l'âme que les plus traditionnelles œuvres de miséricorde¹⁷.

Cette argumentation cherchait à vaincre les résistances des plus sceptiques, hésitants devant l'efficacité d'une telle forme de bienfaisance, et elle servait de prélude à une exhortation finale concernant l'investissement d'une partie de son patrimoine, à la mesure de ses moyens, sous forme de legs en faveur des œuvres artistiques et architecturales à l'intérieur du couvent :

« Très chers, nous vous demandons donc, au nom de Dieu, de vous rappeler trois points : que vite, très vite, nous devons mourir et que nous ignorons de quelle mort ; et en raison de cela, tant que vous avez la vie et la santé, confessez vos péchés (Eccl. 17, 27) [...] ; et si vous hésitez à donner une aumône, par crainte de manquer du nécessaire, pour vous ou pour les vôtres, cependant, chacun à la mesure de son statut, [...] fixez-vous sur votre testament (Eccl. 11, 21), dans lequel vous laisserez quelque somme pour l'œuvre de cette église ou d'autres besoins des frères. Et on ne peut vraiment avoir d'avance qu'un sentiment négatif à l'encontre de celui qui, ni dans la vie ni dans la mort, ne veut donner ou se disposer à donner pour Dieu une part sur ses biens. »

17. Federico Visconti, *Sermo XLV*, 24, N. Bériou éd., p. 682.

Un excellent exemple de bon comportement provenait de l'un des membres de la noble famille pisane des Sismondi, dont les dispositions avaient manifesté une grande générosité à l'égard du couvent des frères mineurs :

« Prenez donc modèle sur le noble Sismundello qui naguère, dans son testament, a pourvu à toutes les nécessités des frères une à une, c'est-à-dire pour l'œuvre de la fabrique de l'église, pour l'œuvre des trésors (calices, encensoirs, parements), pour l'œuvre des livres des frères étudiants, pour les vêtements, pour l'œuvre du dortoir des frères ; et ainsi prions Dieu qu'Il le récompense par la vie éternelle¹⁸. »

C'est un fait établi, bien souvent mis en évidence, que malgré les résistances de ceux qui ne voulaient pas faire de dépenses en « tuiles et mortier », il devint très habituel de prendre des dispositions en faveur des ordres mendiants, à partir du milieu du *Duecento*, dans la pratique testamentaire, en particulier chez les personnes les plus puissantes, qui appartenaient aux milieux marchands les plus dynamiques des villes de la fin du Moyen Âge. Les dépenses destinées à subvenir aux nécessités des frères sous leurs différentes formes furent ressenties comme des actes qui équivalaient aux œuvres de bienfaisance en faveur des pauvres du Christ, et elles étaient de plus en plus souvent accompagnées de la tendance à demander la sépulture à l'intérieur des églises conventuelles. A la racine de cette fascination, il y avait sans aucun doute la croyance toujours plus solide en la garantie de salut qu'offrait cette implication personnelle dans la communauté de prière des frères, et le sentiment d'une ambiance de sacralité accrue dans leurs lieux de culte en comparaison des autres institutions ecclésiastiques : pour le marchand Bonagiunta Tignosini, dont les dispositions testamentaires furent, dans les années quatre-vingts du XIII^e siècle, au centre d'une longue et vive controverse entre les frères mineurs et les chanoines réguliers de San Frediano à Lucques, le motif de son élection de sépulture auprès de l'église de San Francesco résultait du fait qu'elle était *magis religiosa* en comparaison de sa paroisse d'appartenance¹⁹.

Il n'est pas rare que ce sentiment de sacralité supérieure ait été stimulé non seulement par le zèle des frères, mais également par la promotion de formes cultuelles en faveur de nouveaux saints appartenant aux ordres.

18. Federico Visconti, *Sermo XLV*, 25, N. Bériou éd., p. 682.

19. Lucques, Archivio di Stato, *Pergamene*, n. 64/b (10 janvier 1286), V. Tirelli, M. Tirelli Carli eds., *Le pergamene del convento di S. Francesco in Lucca (secc. XII-XIX)*, Rome, Ministero per i beni culturali e ambientali Ufficio centrale per i beni archivistici, 1993, p. 181-182.

À Milan, les Prêcheurs avaient obtenu la gestion d'une église ancienne et importante, celle de Sant'Eustorgio, que les chanoines, si l'on en croit le *Chronicon* de Galvano Fiamma, avaient laissée totalement déserte et vide de ses ornements à l'arrivée des frères. La volonté dominicaine de redonner à l'édifice l'élan d'un important lieu de culte s'était concrétisée dans la redécouverte, en 1246, des corps des martyrs Eustorge et Magne sous l'autel principal, mais cet épisode en réalité n'avait pas engendré un grand afflux de fidèles. En revanche, le succès fut extraordinaire, en 1253, lors de l'élévation à la dignité de saint du frère Pierre de Vérone, que beaucoup avaient eu la possibilité de connaître durant sa prédication contre les Cathares et qui était mort sous les coups de hache infligés par deux assaillants sur la route reliant Côme et Milan : ce nouveau martyr, quoique considéré avec suspicion par quelques-uns, commença à attirer l'attention de nombreux fidèles qui, après son ensevelissement dans une antique tombe (remplacée ensuite en 1335 par le somptueux monument érigé par le sculpteur Giovanni di Balduccio), commencèrent à l'honorer au moyen de quantités d'offrandes votives²⁰.

En 1254, la multiplication des miracles et des guérisons autour de sa tombe provoqua un fort accroissement des offrandes et des aumônes, en provenance non seulement de Lombardie mais aussi des diverses régions d'Italie et d'Europe ; elles consistaient non seulement en argent et objets précieux, mais aussi en images votives de cire qui, après un temps plus ou moins long passé à proximité du sépulcre, étaient fondues et mises en vente, ce qui fournissait à la communauté un gain financier consistant²¹. Les gains furent utilisés dans une série plus que considérable d'interventions : on commanda des peintures dans l'espace de l'abside et dans la nef (consacrées, pour ces dernières, à la passion et à la canonisation de saint Pierre martyr et évidemment destinées à en renforcer la vénération), on acquit des parements d'autels et des ornements ecclésiastiques, on éleva des stalles de bois pour les frères et on dressa un mur pour délimiter les lieux de sépulture ; plus encore, comme il semblait inadapté qu'un lieu saint d'une telle renommée ne possédât qu'une cloche si petite qu'elle ne pouvait être entendue au delà de la Porta romana, on jugea bon de mettre le feu au campanile et de le reconstruire entièrement. Tous ces travaux contribuèrent à rendre le couvent plus grandiose et plus adapté à la précieuse relique dont

20. Galvano Fiamma, *Chronicon maior Ordinis Praedicatorum*, G. Odetto éd., « La Cronaca maggiore dell'Ordine domenicano di Galvano Fiamma. Frammenti editi », *Archivum fratrum Praedicatorum*, 10, 1940, p. 297-373, en part. 327 et 329.

21. Sur ce thème cf. F. BISOGNI, « La scultura in cera nel Medioevo », *Iconographica*, 1, 2002, p. 1-15.

il avait la garde, et cela motiva la décision prise par un grand nombre de personnes de qualité de venir habiter, comme convers, dans les alentours, leur offrant ainsi une source supplémentaire de revenus²².

Le *Chronicon* de Galvano Fiamma illustre avec une grande abondance de détails le fait que les prieurs et les autres frères utilisaient au profit de l'embellissement de l'édifice sacré les sommes qu'il leur était donné de gérer – à travers les quêtes, les offrandes, les aumônes, les legs, la pratique testamentaire au titre de fidéicommissaires, les messes votives et les anniversaires et la vente de la cire et d'autres objets. Le prieur Guglielmo de' Lambertini, en 1269, fit refaire le réfectoire, agrandir les fenêtres dans toute l'église et fit ajouter un pavement sur tout l'espace de la nef – un luxe que seuls les édifices les plus grandioses comme les cathédrales pouvaient habituellement se permettre ; plus tard, en 1278, un simple frère fit construire une grande voûte à peu près au milieu de la nef, afin d'honorer les autels de la Vierge et de Jean-Baptiste qui s'y trouvaient. En outre, en 1283, un autre frère commanda un retable doré pour l'autel principal, et un crucifix destiné à être suspendu sur la clôture de chœur fut offert en 1288 par un autre frère, et toujours la même année fra' Giovanni Alessandro, dans son testament, prit des dispositions pour que les sommes obtenues par la vente de ses livres fussent employées à l'achat d'un calice, au financement de travaux d'entretien dans le réfectoire et à l'ornementation de l'autel de sainte Catherine²³.

Cette série dense d'investissements en œuvres d'art témoigne d'une relative circulation des biens mobiliers et de sommes d'argent entre les membres du couvent, et illustre surtout la tendance à ne tenir aucun compte des exhortations continuelles, exprimées dans les antiques constitutions de l'ordre, en faveur de « maisons médiocres et humbles », d'églises dépouillées de décorations excessives, d'ornements surabondants, de somptueux monuments funéraires ou de pavements. Si l'on s'en tient au témoignage de Galvano, la contribution directe des laïcs à ce développement fut tardive, s'il est bien vrai que les sépultures de personnes étrangères à l'ordre ne furent pas effectives avant 1294 et que les premiers grands legs de simples particuliers en faveur de la réalisation d'éléments décoratifs eurent lieu à cheval entre le XIII^e et le XIV^e siècles. Les premiers à être attestés pour leur haute qualité sociale sont Matteo Visconti et sa femme Bonacossa. Si celle-ci prit soin d'offrir un tabernacle à l'autel principal (quoiqu'il y en eût déjà un, qui fut vendu aux frères de Novare), son mari jugea bon d'utiliser

22. Galvano Fiamma, *Chronicon*, p. 330.

23. Galvano Fiamma, *Chronicon*, p. 332-333.

les biens mal acquis de Bocasio de Puteobonello pour construire dans le couvent une grande voûte et deux chapelles en l'honneur de saint Ambroise et saint Etienne²⁴.

Ce dernier détail met en lumière une pratique plutôt commune concernant les gains issus du prêt usuraire et qui contribuait à rendre les legs en faveur des couvents particulièrement attractifs aux yeux des testateurs. De façon singulière et à divers moments, une bonne partie des couvents avait obtenu du pape la possibilité de se voir confier par les particuliers leurs biens mal acquis et, en l'espèce les sommes d'origine douteuse, pour peu qu'elles soient destinées à de pieuses causes : par exemple, les Mineurs siennois obtinrent ce privilège du pape Innocent IV dès 1244²⁵. Il s'agissait d'un avantage plus que considérable, puisque tout homme entaché du péché d'usure, comme l'était une bonne partie des marchands du Moyen Âge tardif, y apercevait une très sérieuse solution alternative à la doctrine beaucoup moins facile à pratiquer de la restitution nominale, et un excellent instrument pour transformer finalement les legs en des œuvres pieuses qui s'avèreraient utiles au salut de l'âme ; pour les frères, s'ouvrait la possibilité de gérer d'importantes liquidités, ce qui comportait nécessairement leur implication dans les pratiques économiques de l'époque et une certaine familiarité avec le marché des rentes foncières²⁶.

A Sienne, les avantages qu'offraient les dispenses obtenues par les nouveaux ordres furent immédiatement exploités, au point que déjà les dernières volontés d'un grand marchand et usurier comme Cristoforo Tolomei, dictées le 2 septembre 1255, ordonnaient que les biens mal acquis du testateur fussent convertis en un revenu en faveur des frères mineurs ; des dispositions similaires se multiplièrent, selon des termes absolument explicites, dans le courant des années soixante et soixante-dix du XIII^e siècle, après que les

24. Galvano Fiamma, *Chronicon*, p. 335.

25. Sienne, Archivio di Stato, *Diplomatico*, *San Francesco di Siena*, 16 juin 1244. L'acte ayant disparu à la fin du XIX^e siècle n'est connu que par la description dans l'ancien regeste des archives siennois (*Spoglio di pergamene di fondi diversi, provenienti da diversi monasteri di Siena*, Ms. B38, c. 324) ; voir aussi V. LUSINI, *Storia della basilica di S. Francesco in Siena*, Sienne, 1894, p. 29, où l'on trouve l'indication incorrecte de l'année 1243 ; étant donné qu'Innocent IV n'avait pas encore été intronisé le 16 juin 1243 et que le document fut rédigé à Civita Castellana dans la première année de son pontificat, il est évident qu'il faut le dater au 16 juin 1244, c'est à dire dans la période où le Pape résidait dans la petite ville de la Tuscie (9-28 juin) : voir É. Berger éd., *Les registres d'Innocent IV*, Paris 1844-1911, vol. I, docc. 726-745, p. 123-128. Pour d'autres exemples de telle concession voir M. BACCI, « *Pro remedio animae* », p. 242 et notes 46-47.

26. A ce propos, voir les observations de M. PELLEGRINI, « Attorno all'economia della salvezza. Note su restituzione d'usura, pratica pastorale ed esercizio della carità in una vicenda senese del primo Duecento », *Cristianesimo nella storia*, 24/1, 2004, p. 59-102.

Franciscains eurent obtenu d'Alexandre IV, en 1256 également, le droit d'accueillir les tombes de personnes étrangères à leur ordre (à l'exclusion des hérétiques et des usuriers « publics »)²⁷. Parallèlement, le ressentiment du clergé séculier s'était fait plus intense, et les disputes devenaient plus fréquentes et toujours plus enflammées entre les frères et les desservants des églises paroissiales qui se sentaient « en butte à l'injustice », au point d'en arriver à des actions d'éclat comme l'exhumation et l'enlèvement de cadavres et l'excommunication de ces paroissiens qui avaient déserté les cimetières de leurs ancêtres²⁸. Après la publication de la bulle *Etsi animarum* d'Innocent IV (21 novembre 1254), qui établit définitivement le principe selon lequel l'institution qui avait accueilli la tombe devait donner en compensation à la paroisse d'appartenance une part correspondant au quart des legs relatifs aux funérailles (*funeralia*) et aux suffrages en faveur de l'âme du défunt (*mortuaria*), la controverse, à laquelle la réflexion juridique s'intéressait aussi, se cristallisa surtout sur la définition des divers types de legs et sur les différents degrés de leur assujettissement à la portion canonique²⁹.

Jusqu'au XV^e siècle, les canonistes du côté mendiant défendirent avec vigueur le principe selon lequel aucune défalcation n'était possible là où les dons étaient expressément assignés à la construction d'un édifice sacré (*pro fabrica*), à son entretien (*pro reparatione*), à un éclairage approprié (*pro luminaribus*) ou à sa décoration (*pro ornamentis*), à l'encontre de la décision de la bulle *Super cathedram* de Boniface VIII (18 février 1299³⁰). En réalité, selon l'affirmation des juristes franciscains et dominicains, aucune offrande destinée aux œuvres d'art et d'architecture ecclésiastiques ne pouvait être réduite, étant donné que les frères ne pouvaient légitimement posséder les édifices ni les objets qui s'y trouvaient, qu'il fallait au contraire considérer comme la propriété de l'Église romaine ; comme ce genre de legs contribuait, par le biais de l'embellissement et de la valorisation des églises, au développement du culte divin, il était nécessaire qu'ils fussent laissés intacts, car sinon leur impact n'aurait pas été suffisamment efficace.

27. Sienne, Archivio di stato, *Diplomatico*, *San Francesco di Siena*, 15 mai 1256.

28. Voir, par exemple, la controverse entre les chanoins réguliers de San Frediano de Lucques et les Franciscains de la même ville en 1286 : V. Tirelli-M. Tirelli Carli, *Le pergamene del convento*, p. xlviii-lxvi ; M. BACCI, « *Pro remedio animae* », p. 243-245.

29. Sur ces thèmes voir les travaux de R. Trexler rassemblés dans id., *Church and Community 1200-1600. Studies in the History of Florence and New Spain*, Rome, Edizioni di storia e letteratura, 1987, en part. *Death and Testament in the Episcopal Constitutions of Florence* (p. 245-288) et *The Bishop's Portion : Generic Pious Legacies in the Late Middle Ages in Italy* (p. 289-356).

30. *Corpus iuris canonici*, E. Friedberg éd., Leipzig 1881, vol. II, col. 1273. Sur Boniface et les ordres mendiants, cf. en général M. P. ALBERZONI, « Bonifacio VIII e gli ordini mendicanti », *Bonifacio VIII*, Spolète, Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 2003, p. 365-412.

Parmi les séculiers, ceux qui acceptaient les arguments en question répondaient toutefois que la portion canonique pouvait être réclamée à bon droit, y compris sur les legs destinés aux constructions, à l'éclairage et à la décoration, s'il y avait soupçon de fraude, comme dans le cas où le bénéfice de telles dispositions se trouvait revenir à une église qui n'était pas, pour le moins, dans le dénuement³¹.

Un soupçon similaire de fraude pouvait naître à juste titre de l'examen des ultimes volontés manifestées par certains nobles et marchands peu scrupuleux. Le siennois Nello de feu Inghiramo Pannocchieschi, dans son testament daté du 9 février 1321, élut sépulture dans l'église des frères mineurs de sa ville et laissa bien 1000 florins d'or pour la construction de la chapelle principale et, en même temps, également de sa tombe, qu'il prévoyait de placer « sur la façade de ladite église ou bien en quelque endroit spécialement honorifique comme sous la voûte ou sur le pavement ou sur la paroi de la partie antérieure de la susdite chapelle ». Une somme analogue devait être dépensée par ses fidéicommissaires dans les cinq années suivant sa mort en guise de réparation pour le péché d'usure qu'il avait pratiqué ; l'argent devait être distribué et partagé entre un grand nombre d'institutions ecclésiastiques, tant séculières que régulières, conformément à une tendance commune à l'époque et qui peut être rapprochée d'une forme de pieux investissement encouragé par ces mêmes frères, mais il est frappant que, dans la plupart des cas, on ait recouru non aux formes normales de dispositions nominales (*distincte*) attribuant tout simplement des sommes d'argent au bénéfice d'un individu ou d'une institution particulière, mais au contraire qu'on ait voulu spécifier que les offrandes seraient explicitement utilisées *pro ornamentis ecclesie* ou *pro constructione loci*. De telles conditions furent avancées en particulier par les Prêcheurs de Sienne, les Augustins de Sestinga et les Mineurs de Grosseto, Castiglione della Pescaia et Montieri, pour leurs couvents, ainsi que pour certaines chapelles et paroisses des environs ; à l'évêque, de son côté, revenait un forfait de dix lires siennoises, en compensation de chaque portion canonique due³².

Ce comportement reflète, à bien des points de vue, la manière d'agir souvent peu scrupuleuse des hommes du XIV^e siècle : de fait la référence générale aux œuvres d'architecture et à la décoration permettait d'exempter

31. Sur ce thème voir surtout Th. IZBICKI, « The Problem of the Canonical Portion in the Later Middle Ages : The Application of "Super cathedram" », dans Id., *Friars and Jurists. Selected Studies*, Goldbach, Keip, 1997, p. 459-473.

32. Sienne, Archivio di stato, *Diplomatico*, San Francesco di Siena, 9 février 1321. Cf. M. BACCI, « Aspetti della committenza testamentaria di opere d'arte nella Siena del Due e Trecento », dans *Morire nel Medioevo. Il caso di Siena*, Atti del convegno di studi (Sienne, 14-15 novembre 2002), S. Colucci dir., Sienne, 2004 (= *Bullettino senese di storia patria* 90, 2003), p. 137-158.

une grande partie des legs de la portion canonique, et les dix livres attribuées à l'évêque devaient résonner clairement comme une bien petite compensation qui finirait pourtant par être acceptée, vue la carence chronique de liquidités dans les curies épiscopales de l'époque. Dans le testament plus tardif d'un autre éminent personnage, Niccolò Bonsignori, qui fut enterré dans le couvent franciscain de Montegiovi, sur le Mont Amiata, durant la peste noire, figure une unique somme pour les œuvres de construction et réparation de l'église, la sépulture, la tombe et la réalisation d'une chapelle dotée d'un autel et d'ornements appropriés : dans ce cas, on arrivait à rien moins qu'à la dissimulation des frais de funérailles (sur lesquels la compensation pour la portion canonique aurait été inévitablement prélevée) au milieu des legs *pro fabrica*. Il serait difficilement imaginable que de semblables stratagèmes pussent être élaborés sans un accord tacite, exprimé la plupart des cas précisément sur le lit de mort, entre le *de cuius* et les bénéficiaires de ses legs³³.

Dans l'histoire incertaine qui entoure la décoration de l'arc méridional et du croisillon septentrional de San Fermo à Vérone – récemment analysée par Louise Bourdoux –, on est tenté de lire une forme similaire d'utilisation de l'argent gagné par usure. Sur les fresques ont été représentés, agenouillés et en position de vénération, les deux protagonistes de l'histoire, le bienfaiteur Guglielmo da Castelbarco et le gardien du couvent, le franciscain Daniele Gusmerio qui en 1321 avait été chargé par les fidéicommissaires du premier de se rendre à Venise pour obtenir la restitution d'un prêt de 20 000 florins d'or destinés à être utilisés pour la réparation des biens mal acquis ; seul le recours à cette somme semble donner la raison du financement de l'ample entreprise de décoration murale dans l'église franciscaine véronaise, qui pourtant n'était absolument pas mentionnée dans les dernières volontés de Castelbarco³⁴.

Éviter la compensation de la portion canonique correspondait évidemment davantage à l'intérêt des Mendiants qu'à celui des testateurs, qui, pour leur part, devaient surtout s'inquiéter des gabelles communales et de l'indocilité des fidéicommissaires qui, dans le courant du XIV^e siècle, finit par devenir proverbiale. Le clergé séculier n'avait aucun doute sur le fait que les dispositions frauduleuses à l'encontre des paroisses et des évêques étaient directement inspirées par les frères qui conseillaient les mourants durant la mise par écrit de l'acte et qui suggéraient en l'espèce de dévier l'argent sur les œuvres architecturales ou des éléments de décor ou d'ornement, selon les indications explicites de l'archevêque Hugues de Nicosie. Par ailleurs, cette

33. Sienne, Archivio di stato, *Diplomatico*, San Francesco di Siena, 23 avril 1348.

34. L. BOURDUX, *The Franciscans and Art Patronage in Late Medieval Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 32-70.

forme de pieux investissement s'avérait avantageuse pour l'âme de chacun dans la mesure où il pouvait être utilisé comme moyen pour entretenir durablement, aux yeux de la communauté régulière qui l'accueillait métaphoriquement (parfois du reste selon des formules symboliquement prégnantes, comme dans le cas de la sépulture *in habitu ordinis*), la mémoire de cet acte méritoire par lequel il avait été contribué à la valorisation de l'édifice sacré et au confort des frères dans leurs nécessités quotidiennes.

Par ailleurs, les autels, les chapelles et leur décor figuré étaient gratifiés d'une valeur spéciale, dans la mesure où ils étaient chargés d'une dimension spatiale et en même temps sociale, et qu'ils pouvaient être utilisés par les commanditaires pour véhiculer un message destiné dans le même temps à la cour céleste, aux bénéficiaires des legs et aux générations présentes et futures des fidèles qui fréquenteraient l'édifice sacré. Le message consistait à l'origine dans l'affirmation du lien spécial d'amitié que le bienfaiteur en particulier, déjà de son vivant ou même seulement *in articulo mortis*, était parvenu à se nouer auprès du couvent et qui devait se concrétiser, pour pouvoir profiter à l'âme, en une quantité de prières et de messes de suffrage, qui serait, l'espérait-on au début et finit-on par le prétendre avec le temps, des plus imposantes. Puisque pour les Mendiants, qui généralement ne pouvaient pas percevoir le produit des rentes liées aux chapellenies, il n'était pas possible de pratiquer un échange compensatoire avec la célébration des anniversaires, les testateurs cherchaient surtout à obtenir satisfaction par le biais de messes votives, répétées même une centaine de fois conformément à l'idée de l'efficacité de la liturgie cumulative si chère à la piété du Moyen Âge tardif³⁵. Pour toutes ces raisons, il était nécessaire que la communauté mendicante, après la mort de ses bienfaiteurs, continuât à se sentir des liens d'obligation à leur endroit, pour chacun d'eux ; que pouvait-il y avoir de mieux pour entretenir leur mémoire qu'un espace liturgique rendu élégant et grandiose moyennant une contribution privée, peut-être enrichi d'une inscription de dédicace, d'un signe héraldique ou encore d'un portrait ?

L'un des plus anciens exemples de dispositions testamentaires en faveur d'œuvres *pro ornamentis* dans une église dominicaine est l'acte des dernières volontés du marchand lucquois Arrigo de feu Tedaldo Burelli, dicté le 20 février de l'an 1257³⁶. Celui-ci, malgré le choix de sa sépulture

35. Pour des remarques générales sur les motivations de l'investissement privé dans le financement des œuvres d'art dans les couvents, cf. la récente synthèse de J. CANNON, « Sources for the Study of the Role of Art and Architecture within the Economy of the Mendicant Convents of Central Italy : A Preliminary Survey », dans *L'economia dei conventi*, p. 215-262, ainsi que J. CHIFFOLEAU, « Conclusions » dans *L'economia dei conventi*, p. 403-448, en part. 441.

36. Lucques, Archivio di stato, *Pergamene S. Romano*, 20 février 1257. Cf. M. BACCI, « *Pro remedio animae* », p. 293-295.

dans l'église des Prêcheurs, ne renonça pourtant pas du tout à la commémoration de son âme selon l'usage traditionnel, puisque les chanoines de San Martino et des Santi Giovanni e Reparata reçurent respectivement dix sous pour la récitation de messes de suffrage, tandis que les frères furent implicitement invités à se souvenir de lui en vertu d'une pitance qui devait leur être distribuée, chaque année, à l'occasion de l'anniversaire de sa mort. A l'évidence, la communauté, si généreusement restaurée de nourritures et de commodités par ce défunt, n'aurait pu s'exempter de le chérir dans ses prières, et ce d'autant plus que, à l'intérieur de leur église San Romano, il était prévu d'élever un autel en l'honneur de la Vierge, destiné à fonctionner comme point de rattachement pour la confrérie locale des *Disciplinati*.

Sans aucun doute les dispositions de Tedaldo avaient le mérite extraordinaire de contribuer au développement du culte marial dans la cité de Lucques, d'autant que l'œuvre qui devait être réalisée apparaissait comme très dévote : il s'agissait vraisemblablement d'un autel situé dans l'espace réservé aux laïcs, c'est-à-dire dans la nef en deçà de la clôture de chœur, et muni des parements canoniques, d'un livre de messe, d'un calice, et de tous les vêtements liturgiques nécessaires à un prêtre, un diacre et un sous-diacre, choisis vraisemblablement par la confrérie des *Disciplinati*. Par-dessus devait être placée de façon fixe une image de la Vierge Marie, qui à cette date devait avoir *grosso modo* l'apparence d'un panneau peint autonome selon les caractéristiques typologiques des icônes byzantines ; sa valeur dévotionnelle devait être renforcée au moyen d'un éclairage constant, assuré par un luminaire articulé « cum lanterna et hedificiis » (c'est-à-dire enrichi d'éléments décoratifs d'inspiration gothique), dont la confrérie des *Laudesi* devait assurer en continu la fourniture en huile. Les dépenses étaient tout à fait contraignantes et étaient réparties selon cet ordre :

Construction de l'autel	30 livres
Un parement d'autel	20 livres
Un calice	40 livres
Une chasuble, une dalmatique et une tunique de soie blanche	40 livres
Aubes, surplis pour les acolytes, serviettes d'autel et autres ornements pour un prêtre, un diacre, un sous-diacre et deux acolytes	20 livres
Un missel	30 livres
Un panneau peint avec l'image de la Vierge	20 livres
Une lampe	20 livres
<i>Total</i>	<i>220 livres</i>

La fondation d'un nouvel autel, comme cela se comprend, comportait la nécessité d'un investissement considérable, sans être pour autant inaccessible ; on notera par ailleurs combien les œuvres peintes et la construction même du saint autel étaient indiscutablement plus économiques que les objets d'orfèvrerie et les broderies. D'autre part, la dépense la plus contraignante consistait dans la fourniture du luminaire, qui comportait chaque année l'achat de cinq livres d'huile pour un montant de quinze lires, qu'Arrigo confie de manière significative à la confrérie laïque des *Disciplinati*. À de telles sommes il nous faut ajouter celles qui concernent les autres legs en faveur de la communauté des frères : au moins cinquante livres étaient destinées *pro anime mee remedio* à l'œuvre de l'église (elles allaient donc s'inclure parmi les *pro fabrica*), cinquante autres allaient globalement à la construction du couvent, et même cent lires devaient être utilisées pour acheter ou commander une Bible *pro legendo eam ad missam* ; enfin, encore vingt autres devaient aller, pour partie, aux frères prêtres et pour le reste, être dépensées pour la pitance mentionnée plus haut. Au total, tous ces legs pouvaient s'entendre comme des dispositions en forme d'œuvres de bienfaisance en faveur du couvent.

L'éclairage perpétuel des images, *die noctuque*, exerçait bien souvent de l'attrait sur la piété des testateurs et devait être encouragé, car il n'y avait jamais d'huile en suffisance pour garantir l'alimentation des lampes. Les quinze lires d'Arrigo Burelli ne devaient pas être suffisantes, ou bien la disposition avait perdu en vigueur avec le temps, étant donné qu'en 1315 nous trouvons un legs de vingt cinq lires pour l'achat de quatre livres d'huile pour l'autel de la Vierge à San Romano³⁷ ; un peu plus tard, en 1322, le médecin Federico de feu Bonconsiglio attribua à la confrérie des *Disciplinati* une rente perpétuelle qui fournirait annuellement cinq livres d'or. Au cas où le chapitre de la confrérie n'aurait pas rempli l'obligation de la disposition, la charge en passerait aux fidéicommissaires, puis, à la mort de ces derniers, au prieur des Dominicains³⁸. A en juger de la réitération dans les actes de la formule *bona fide et sine fraude* ou de précisions autour de la bonne qualité de l'huile (qu'on désirait « bonne, pure et translucide »), on a l'impression que diverses irrégularités devaient se produire dans l'application de legs de ce genre.

Tandis qu'il apparaissait méritoire de s'occuper d'un éclairage approprié pour l'autel, il semblait encore plus remarquable de contribuer à sa dotation et à son embellissement, même si le bienfaiteur n'avait en aucune

37. Lucques, Archivio di stato, *Pergamene San Romano*, 27 juillet 1315.

38. Lucques, Archivio di stato, *Pergamene Miscellanea*, 15 novembre 1322.

façon contribué à sa construction. Le testament du marchand Francesco de feu Bartalotto Guichi, dicté le 8 juillet 1314³⁹, témoigne, à cinquante-sept années de distance des dispositions d'Arrigo, combien la finalité des actions de bienfaisance en faveur des Prêcheurs lucquois s'était encore plus explicitement fixée sur des objectifs *pro anima*. Lui aussi, Francesco, se vit contraint de se fier, pour la célébration des anniversaires célébrés au septième jour et au trentième jour, à une institution traditionnelle, le monastère bénédictin de San Ponziano, tandis que pour porter remède à ses péchés et favoriser son salut spirituel, il se tourna sans hésitation vers l'église San Romano, à laquelle il prodigua de nombreux legs, parmi lesquels un en particulier, d'un montant laissé à la discrétion de ses héritiers, qui concernait l'exécution d'un tabernacle eucharistique (un type d'objet sacré qui était devenu de plus en plus indispensable⁴⁰) et de diverses autres choses pour l'embellissement de l'autel de saint Dominique. L'acte, par ailleurs, ne consistait pas, comme dans le cas précédent, en une simple liste précise de choses à faire et de sommes à dépenser, mais au contraire comprenait des phrases et des recommandations qui suggéraient comment, en vertu des bénéfices obtenus, les frères devraient se sentir ses obligés :

« De même, je dis pour mémoire des générations futures – précisait le mourant – afin qu'il plaise aux frères Prêcheurs de Lucques, qui se trouveront en tout temps dans leur couvent, de supplier notre Seigneur Jésus-Christ pour le remède et le salut de mon âme et pour la rémission de mes péchés, que moi François, j'ai donné et offert à ces mêmes frères et à leur couvent, en prélevant sur mes biens, un parement et une chasuble pour un prêtre et un diacre et un sous-diacre avec le signe de mes armes. »

Une telle précision servait à rappeler et rendre évident ce qui était en soi sous-entendu dans l'insertion de son propre emblème sur les vêtements liturgiques donnés déjà de son vivant à la communauté : les frères assis dans le chœur pour assister à la liturgie devaient se rappeler, grâce au stimulus visuel déterminé par les signes héraldiques brodés sur les ornements

39. Lucques, Archivio di stato, *Pergamene San Romano*, n. 2, f. 9v-15v Cf. M. BACCI, « *Pro remedio animae* », p. 295-297, 316-317.

40. Cf. F. RAIBLE, *Der Tabernakel einst und jetzt. Eine historische und liturgische Darstellung der Andacht zur aufbewahrten Eucharistie*, Freiburg im Breisgau, 1908 ; O. NUSSBAUM, *Die Aufbewahrung der Eucharistie*, Bonn, Hanstein, 1979 ; J. E. KROESEN, R. STEENSMA, *The Interior of the Medieval Village Church/ Het middeleeuwse dorpskerkinterieur*, Louvain, Peeters, 2004, pp. 105-138.

du célébrant, de la nécessité d'intercéder en faveur de son âme, ce qui irait immanquablement réduire le fardeau de ses fautes au Purgatoire. Les dispositions relatives à l'autel allaient exactement en ce sens et étaient réparties en cet ordre :

Un polyptyque	15 lires et plus (si nécessaire)
Achat annuel de cinq livres d'huile	30 lires
Un missel	40 lires
Un calice d'argent	25 lires
Un devant d'autel brodé et une chasuble de soie rouge	30 lires
<i>Total</i>	<i>140 lires (et plus)</i>

En comparaison de la commande d'Arrigo Burelli, la dotation et l'embellissement d'un autel déjà existant de la part du marchand Francesco comportait un engagement financier moins lourd, mais les dispositions étaient devenues, dans l'intervalle, plus précises sur les objectifs recherchés. Les armes du commanditaire, avec un effet extraordinaire de redondance, devaient apparaître à peu près partout dans l'aménagement de la sainte table : sur le calice, qui devait être utilisé chaque jour, sur le devant d'autel et sur la chasuble, et plus clairement encore sur le missel, dont le frontispice devait inclure également le nom du défunt, et par là stimuler encore plus efficacement le suffrage des célébrants ; le testateur lui-même avait spécifié vouloir tout cela « afin qu'à travers ses emblèmes et son nom, dans les temps à venir, les susdits frères conservent la mémoire de son âme et que, pour son remède et son salut, ils supplient notre Dieu. »

Ces propos sont éloquents pour nous décrire la conviction avec laquelle ces anciens marchands acceptaient l'idée de l'efficacité de l'activité de prière déployée par les communautés mendiante, et en même temps elles mettent en évidence la nature des bénéfices qu'ils considéraient pouvoir en retirer : ne pouvant prétendre à un échange de prestation comptabilisable et calculable quantitativement, ils cherchaient à utiliser les œuvres par lesquelles ils auraient contribué à l'embellissement des édifices sacrés comme autant d'instruments pour conserver vivant le souvenir de soi et magnifier son propre rôle de bienfaiteur, pour espérer ainsi que les frères continueraient longtemps à sentir de la reconnaissance à leur endroit. Il existait à côté de cet élément, peut-être encore plus fortement, le désir de s'approprier ou d'affecter à son propre bénéfice spirituel un fragment plus ou moins noble de l'espace sacré : la projection de ses préférences dévotionnelles ou de sa propre identité sociale et d'appartenance sur un autel, une chapelle ou simple fragment de paroi pouvait apparaître extrêmement efficace pour se rendre

propice la perspective du monde à venir, spécialement si tout cela s'accompagnait de l'inhumation de sa dépouille dans ses alentours immédiats.

Le plus grand des privilèges auxquels on pouvait prétendre était sans doute d'obtenir la possibilité de décorer à ses frais la partie la plus sacrée de l'édifice cultuel, c'est-à-dire l'espace du chœur dans lequel était placé l'autel principal et où étaient récités les offices quotidiens ; être présent en ce point par le biais d'une forme d'extension de la personne – comme les signes héraldiques, portraits, inscriptions – équivalait à garantir son implication dans la sphère de l'extraordinaire et de l'exceptionnel, d'un au-delà de l'humain, associée à la liturgie⁴¹. Ce phénomène, qui a été décrit comme une véritable et typique intrusion du monde séculier dans l'espace sacré⁴², était certainement dénigré par quelques-uns comme une expression emblématique de l'hypocrisie des riches : se répandre en emblèmes et inscriptions qui rappelaient sa piété à l'intérieur des décors sacrés faisait l'objet des dénonciations de Franco Sacchetti comme d'une pratique mondaine, qui exaltait faussement la prétendue piété de personnes à la conscience souillée⁴³, au nombre desquels les grands pécheurs et les perfides usuriers, comme celui qui, à Lucques en 1356, se vit attaquer en public par ces paroles tranchantes comme des lames :

« Âne dégoulinant de sang que tu es, escroc et larron qui voles les hommes honnêtes et les femmes honnêtes de cette terre, et après tu t'en vas faire peindre les églises pour passer pour un brave homme... Et tu es un âne qui vaut moins qu'une mule⁴⁴. »

En lien étroit avec ce désir d'affecter décor et espaces sacrés aux suffrages pour son âme, il y avait la tendance à réclamer l'inhumation à l'inté-

41. Sur ces thèmes, cf. S. K. COHN, *The Cult of Remembrance, passim*, et mes travaux cités à la note 1. Sur la fonction des portraits, voir aussi, C. SCHLEIF, « Hand That Appoint, Anoint and Ally : Late Medieval Donor Strategies for Appropriating Approbation Through Painting » *Art History* 16, 1993, p. 1-32 ; V. N. SCHMIDT, *Painted Piety. Panel Paintings for Personal Devotion, 1250-1400*, Florence, Centro di, 2005.

42. A. MARTINDALE, « Patrons and Minders : The Intrusion of the Secular into Sacred Spaces in the Late Middle Ages », dans *The Church and the Arts. Papers Read at the 1990 Summer Meeting and the 1991 Winter Meeting of the Ecclesiastical History Society*, D. Wood dir., Oxford, Blackwell, 1995, p. 143-178.

43. F. SACCHETTI, *Lettera a Iacopo di Conte da Perugia*, dans O. Gigli éd., *I sermoni evangelici, le lettere ed altri scritti di Franco Sacchetti*, Florence, 1857, p. 216.

44. S. BONGI, *Ingiurie improprii contumelie ecc. Saggio di lingua parlata del Trecento cavato dai libri criminali di Lucca* (1890), D. Marcheschi éd., Lucques, Pacini, 1983, n° 150, p. 48.

rieur de l'édifice de culte, avec une préférence spéciale pour une sépulture placée dans le voisinage immédiat de l'autel principal, par exemple dans les chapelles du transept, sur les marches du chœur, à proximité des clôtures ou, autre solution, près des chaires à prêcher ; quand cela n'était pas possible, les autels latéraux offraient le moyen de créer une unité minimale d'espace sacré, auquel un aspect votif et respectable pouvait être d'autant mieux conféré qu'il parvenait à copier la beauté des décors du chœur : voilà donc comment on s'appliquait à les décorer de la manière la plus somptueuse possible, avec, par exemple, des linges d'autel raffinés, des calices et patènes réalisés dans de luxueuses techniques d'orfèvrerie, avec des polypptyques à panneaux articulés et complexes, sans compter les couvrements, décrits dans les textes comme des dais ou « ciels », qui imitaient l'apparence des *ciborium* et des voûtes.

La grande attirance des simples particuliers pour les églises mendiante produisit cependant, en peu d'années, une altération substantielle de leur décor intérieur et une masse notable de structures ajoutées : non seulement les modestes petites églises des origines se transformèrent en majestueux édifices qui, malgré les rappels et les interdits des chapitres provinciaux, se remplirent de couvrements voûtés, peintures, monuments funéraires parfois même insolites, d'une bienséance douteuse et d'une surprenante singularité, mais en outre il s'y accumulait ainsi tant de chapelles, tombes et espaces liturgiques secondaires que toutes les demandes des particuliers ne pouvaient être effectivement portées à leur terme. Grâce à la documentation nous sommes en mesure de retrouver l'image d'atmosphères souvent bondées de structures construites par les uns et les autres, de dimension réduite, quant à l'échelle et quant au support, de matériaux de seconde qualité, comme le plâtre⁴⁵.

45. Sur l'implantation et la variété des autels et chapelles, voir en général A. HÖGER, *Studien zur Entstehung der Familienkapelle und zu Familienkapellen und -altären des Trecento*, Dissertation, Université de Bonn 1976 ; I. HUECK, « Stifter und Patronatsrecht : Dokumente zu zwei Kapellen der Bardi », *Mitteilungen des Kunsthistorischen Institutes in Florenz*, 20, 1976, p. 263-270 ; « Die Kapellen der Basilika San Francesco in Assisi : die Auftraggeber und die Franziskaner » dans *Patronage and Public in the Trecento*, V. Moleta dir., Florence, L.S. Olschki, 1986 ; D. NORMAN, « Those Who Pay, Those Who Pray, and Those Who Paint : Two Funerary Chapels », in Ead., *Siena, Florence, and Padua : Art, Society, and Religion 1280-1400*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1995, vol. II, p. 169-193 ; A. GREWOLLS, *Die Kapellen der norddeutschen Kirchen im Mittelalter : Architektur und Funktion*, Kiel, Ludwig, 1999 ; J. GARDNER, « The Family Chapel : Artistic Patronage and Architectural Transformation in Italy circa 1275-1325 », dans *Art, cérémonial et liturgie au Moyen Âge. Actes du colloque de 3^e cycle romand de lettres (Lausanne-Fribourg, 24-25 mars, 14-15 avril, 12-13 mai 2000)*, N. Bock, P. Kurmann, S. Romano et J.-M. Spieser dirs., Rome, Viella, 2002, p. 545-564 ; M. BACCI, *Lo spazio dell'anima. Vita di una chiesa medievale*, Rome-Bari, Laterza, 2005, p. 85-92.

À n'en pas douter, parce que la demande était pressante et les emplacements franchement limités, il pouvait arriver que les projets des testateurs restassent en plan et que les sommes destinées à telle construction ou à telle œuvre finissent converties en un autre type d'intervention, habituellement grâce à un accord entre les fidéicommissaires et les frères. Lorsque cela n'arrivait pas, il pouvait se produire aussi des litiges très virulents, comme celui qui opposa, dans les années soixante du XIV^e siècle, le marchand et banquier florentin Iacopo di Caroccio degli Alberti aux Mineurs de Santa Croce de Florence : conformément aux dispositions testamentaires de son oncle Albertozzo di Lapo († 1348) concernant l'érection d'une chapelle dans l'église, les frères s'étaient engagés à attribuer à la famille Alberti le droit de sépulture sur les marches de devant, mais à la suite de circonstances peu claires, ils avaient ensuite préféré accorder ce privilège aux membres du clan Alamanni ; dans ses ultimes volontés dictées en 1378, Iacopo fit tout son possible pour détourner l'argent destiné aux Mendiants vers d'autres lignes de dépense⁴⁶.

À en juger toutefois par ces documents précieux, quoiqu'encore peu étudiés, que sont les registres d'exécution testamentaire, les accommodements et les accords entre exécuteurs et bénéficiaires étaient beaucoup plus fréquents. Limitons-nous ici à citer quelques cas qui peuvent être jugés exemplaires. Dans le *Liber novus* de Santa Maria Novella à Florence, par exemple, nous sommes renseignés non seulement sur les épisodes compliqués concernant les dispositions de Turino di Baldese († 1348) et leur mise à exécution par Iacopo Passavanti⁴⁷, mais aussi sur ceux encore plus rocambolesques qui affectèrent les legs de dame Guardina Tornaquinci entre 1303 et 1325. Cette pieuse dame avait eu la précaution de faire son testament bien avant son décès, au point qu'elle avait survécu à plus d'un de ses héritiers. Si au départ elle avait prévu de distribuer une part consistante de ses biens aux pauvres, au fil du temps elle s'était résolue, sur les conseils, notons-le, du prier du couvent dominicain et de sa propre fille, à utiliser une partie de cette somme – pour un montant de deux cents florins d'or – à la construction d'une chapelle dans l'église de Santa Maria Novella, dans un endroit bien précis de l'espace sacré. Lorsque la dame passa dans un monde meilleur, en 1325, on se rendit compte que cet emplacement avait déjà été attribué à d'autres ; voilà qui aurait pu faire naître le ressentiment des exécuteurs testamentaires, comme dans le cas de Iacopo Alberti, mais à l'évidence il fut immédiatement possible de trouver une

46. Sur l'épisode cf. L. PASSERINI, *Gli Alberti di Firenze. Genealogia storia e documenti*, Florence, 1869, vol. II, p. 144-154.

47. S. ORLANDI, "Necrologio" di S. Maria Novella, Florence, 1955, vol. II, p. 436-437 ; cf. J. CANNON, « Sources for the Study of the Role of Art », p. 235-236.

solution de rechange donnant satisfaction : la somme fut en fait employée, à la demande des frères, pour financer les travaux sur la façade, tandis qu'à la défunte et aux suffrages pour son âme fut attribuée la chapelle de saint Luc qui existait déjà⁴⁸.

Dans des situations particulièrement troubles, comme durant les temps malsains de la peste noire, il pouvait arriver que l'on n'eût pas d'assurance sur la disponibilité des sommes prévues et que l'on confiât le règlement final justement au jugement des frères, en la personne de leur père gardien. Tel est le cas d'une veuve pisane nommée Masina qui, dans ses dernières volontés dictées en 1348, assigna huit cents florins pour la construction, dans l'église dominicaine de Santa Caterina de Pise, d'une somptueuse chapelle avec autel qui devait comprendre aussi son tombeau. Elle précisait cependant que si au moment de sa mort il ne s'était pas trouvé parmi ses avoirs une somme suffisante pour satisfaire ses propres légataires et héritiers (les pauvres du Christ), les dépenses pour cette œuvre seraient soumises à une diminution de moitié et devraient être menées à bien au gré du jugement du gardien fra' Domenico da Peccioli. Lorsque les frères récupérèrent quatre cents florins au lieu des huit cents prévus, ils décidèrent d'assigner à la défunte un *altare cum cappella* déjà existant, qui devait être de dimension plus que réduite s'il est vrai qu'il se trouvait le long du pilier contigu à la clôture de chœur ; l'argent servit uniquement à l'achat des ornements et instruments de la liturgie, si ce n'est seulement à la réalisation de la pierre tombale⁴⁹.

Le dernier exemple qu'il convient de citer est celui d'une autre dame de Pise, Giovanna de feu Lapo, qui en 1365 décida de se faire la bienfaitrice des frères mineurs de sa ville. En leur faveur elle se proposait de laisser quatre-vingts lires dans le but spécifique de réaliser les banquettes du chœur ; toutefois, au cas où à sa mort cette œuvre aurait été déjà réalisée, elle choisit expressément de destiner la somme aux travaux à accomplir sur la façade de l'église et, dans l'éventualité où ils auraient aussi été achevés, elle ordonna de dépenser l'argent pour le cimetière conventuel, ou bien, si cela n'était pas non plus possible, de s'en tenir à ce qui serait suggéré par la communauté des frères. Dans le registre d'exécution, nous apprenons que la somme fut effectivement remise aux destinataires, mais l'on n'a pas pris soin de préciser l'usage qui en a été fait⁵⁰.

48. S. ORLANDI, *Necrologio*, vol. II, p. 424-425.

49. Pise, Archivio arcivescovile, *Cancelleria I, 1, Atti esecutoriali* 1350-1417, tome I, f. 266v-267v.

50. Pise, Archivio arcivescovile, *Cancelleria I, 1, Atti esecutoriali* 1350-1417, tome I, f. 177r.

Les documents que nous avons cités en ces quelques pages contribuent à mettre en lumière la part considérable et saillante que constitue l'apport des legs testamentaires venant des laïcs à l'intérieur des édifices culturels mendiants. A travers la pratique de cette forme de bienfaisance *post mortem*, les simples particuliers espéraient avoir part, même à un niveau minime, à la perfection spirituelle qui à l'accoutumée, mais pas à l'unanimité, était reconnue aux frères, tandis que de leur côté, ceux-ci obtenaient un indubitable avantage économique, si ce n'est la possibilité de gérer, directement ou indirectement, de larges sommes d'argent et des rentes foncières, souvent obtenues de façon plus ou moins explicite sous forme de restitution des gains illicites et, en l'espèce, des biens mal acquis. En ce sens, il n'était pas dénué de fondement d'émettre ce soupçon de comportement frauduleux, ou du moins de détournement loin de l'idéal de pauvreté énergiquement soutenu par les ordres, qui fut souvent ainsi mis en avant par le clergé séculier et par une partie non négligeable de l'opinion publique.

traduction : Véronique Rouchon